



COMMUNIQUÉ DE PRESSE Pour diffusion immédiate

Le prochain gouvernement du Québec doit favoriser l'accès financier aux transports en commun!

Jeudi, le 1er septembre 2022 - La Coalition nationale pour la tarification sociale en transport (CNTST) demande au gouvernement qui sera à la tête du Québec cet automne qu'il s'engage à financer de façon permanente un système de tarification sociale basée sur le revenu pour le transport en commun et adapté.

Engendrant des problèmes importants d'isolement et d'exclusion sociale pour les personnes et les ménages en situation de précarité financière, les tarifs élevés des transports en commun et adaptés suscitent depuis plusieurs années l'indignation de nombreux organismes communautaires aux quatre coins de la province.

« Le transport en commun est le pont qui mène à tous les autres services essentiels. Priver l'accès à ce service public par manque d'équité, c'est priver de facto les déplacements jusqu'à l'épicerie, la pharmacie, l'école, etc. Y avoir accès est une question de justice sociale! Financer la mobilité devrait donc être considéré comme un investissement collectif puisqu'il permet d'épargner énormément sur les coûts liés à la dégradation de la qualité de vie et du bien être de nos communautés. », affirme Jessica Lambert M. du Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (MÉPAL).

Plusieurs municipalités québécoises se sont déjà exprimées en faveur de la cause et ont mis en place des mesures favorisant l'accessibilité financière pour les personnes à faible revenu telles que les villes de Gatineau, Trois-Rivières et Québec qui ont opté pour un tarif social ou St-Jérôme qui a instauré la gratuité sur son territoire.

À la tête du mouvement de dénonciation, la Coalition nationale pour la tarification sociale en transport (CNTST) estime qu'il est urgent de s'attaquer aux facteurs socio-économiques qui entravent la capacité de se déplacer. La tarification sociale est un outil nécessaire pour améliorer la mobilité des personnes en situation de pauvreté.

De plus, en contexte d'urgence climatique, la priorité du gouvernement devrait être le financement de cette mesure qui démocratise l'accès aux transports collectifs. Elle ne devrait plus être le soutien aux projets d'infrastructure polluants qui, en plus de faire augmenter la circulation, ne profitent qu'aux personnes en moyens financiers d'avoir une voiture.

« Se déplacer est un besoin essentiel parce qu'être restreint dans ses déplacements limite l'atteinte de plusieurs droits qui touchent la santé, l'éducation, le travail, etc. Se déplacer n'est

pas un luxe et la pauvreté ne doit pas être un obstacle à la mobilité. » explique Jean Lalande du Mouvement pour un transport public abordable (MTPA).

Alors, qu'attend le Gouvernement du Québec pour soutenir l'accès financier aux transports en commun partout au Québec? La CNTST interpelle donc l'ensemble des partis politiques en liste pour les élections générales québécoises de 2022 afin d'obtenir leur engagement quant à financer de façon substantielle et récurrente la mise en place et la pérennisation de mesures de tarification sociale.

Elle invite également les citoyen(ne)s, les organismes communautaires, les représentant(e)s de municipalités et de chambres de commerces à donner leur appui à la cause en signant la **Déclaration commune pour un financement gouvernemental de la tarification sociale basée sur le revenu dans les transports en commun du Québec** : <https://fr.surveymonkey.com/r/8TFH579>

Une initiative similaire avait permis d'obtenir les signatures de 138 organisations à travers le Québec dans le cadre des élections municipales de l'automne dernier. Ces nombreux appuis provenant d'organismes communautaires de base, de regroupements régionaux et nationaux, de groupes environnementaux, ainsi que d'un syndicat et d'une chambre régionale de commerce et d'industrie démontrent que l'enjeu de la cherté du transport en commun est capital, et ce à la grandeur du Québec.

SOURCE : *Coalition nationale pour la tarification sociale en transport* (CNTST)

-30-

À propos

La Coalition nationale pour la tarification sociale en transport (CNTST) est un regroupement d'organismes régionaux du Bas St-Laurent, de Lanaudière, de la Mauricie, de la Montérégie, de Montréal de Québec et d'organismes nationaux. Elle est rassemblée autour d'un constat central : **le problème de l'inaccessibilité financière aux transports en commun et adapté est généralisé à la grandeur de la province.**

La CNTST est composée d'*Action populaire Rimouski-Neigette*, de la *Coalition montérégienne pour la tarification sociale en transport* (CMTST), du *Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec* (TRAAQ), du *Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière* (MÉPAL), du *Mouvement pour un transport public abordable* (MTPA), du *Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie* (ROÉPAM), de *Trajectoire Québec*, de la *Table nationale des corporations de développement communautaire* (TNCDC) et de la *Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire* (TROVEP) de Montréal. Elle collabore avec plusieurs autres organisations, notamment le Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Renseignements

Emilie Frémont-Cloutier, Collectif pour un transport abordable et accessible à Québec (TRAAQ): transportscapmo@gmail.com, (418) 525-6187 poste 222

Michel Dubé, Action populaire Rimouski- Neigette, actionpopulairem@gmail.com, (418) 723-6306, (418) 318-2114

Julie Corbeil, Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal, coordo@trovepmontreal.org, (514) 296-4354